

En mer Egée, la route migratoire de tous les dangers

Les migrants qui tentent d'accoster sur l'île grecque de Lesbos s'exposent à un refoulement très violent

AYVALIK, DIKILI (TURQUIE) -
envoyé spécial

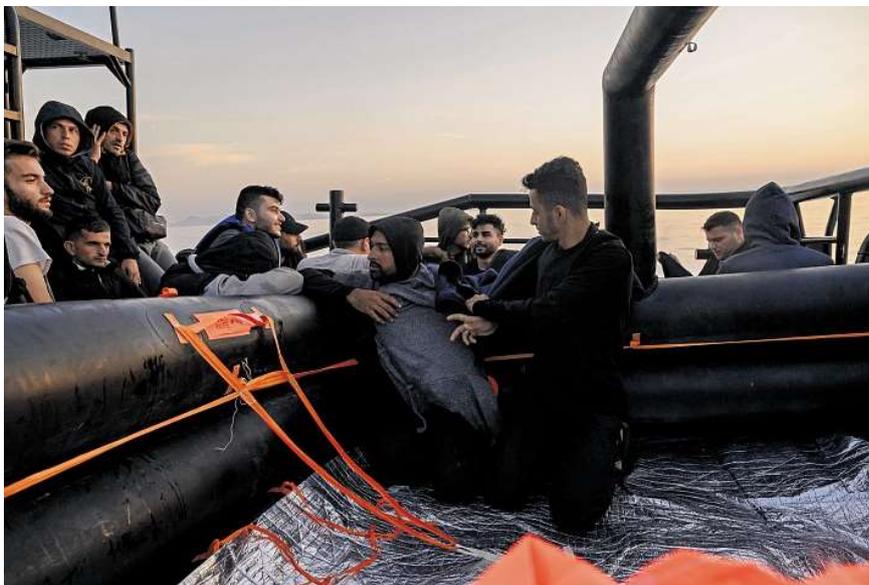
À la lumière de la lune, le radeau a des airs de coquille vide, noire comme les flots de la Méditerranée, brigue-balé au gré des vagues, avec, au loin, le rivage de l'île grecque de Lesbos pour tout décor. Ils sont vingt-deux Syriens et Palestiniens agglutinés sur ce bout de caoutchouc dérisoire. Vingt-deux à avoir tenté leur chance, mardi 26 septembre, en mettant le cap sur ce poste avancé de l'Union européenne, avant d'être violemment refoulés, sans même avoir posé le pied à terre. Cette traversée à haut risque, d'une dizaine de kilomètres, à partir de la petite ville touristique turque d'Ayvalik, est la route maritime la plus fréquentée en mer Egée par les migrants.

Eux ont été cueillis dans les eaux grecques vers 3 heures du matin par six hommes cagoulés et armés, parlant l'anglais avec un accent arabe. Ils les ont d'abord dépouillés de leurs portables, passeports et autres biens. Ensuite, ils les ont roués de coups et forcés à s'installer dans ce canot de sauvetage d'à peine 5 mètres carrés. Sans moteur, ni eau ni gilet de sauvetage, ils ont été repoussés vers cette frontière invisible séparant la Grèce de la Turquie. Un cas flagrant de « pushback », ce refoulement contraire au droit international, auquel le gouvernement d'Athènes est accusé d'avoir recouru de façon quasi systématique depuis plus de trois ans.

Net rebond migratoire

« Au moins l'un de ces hommes était syrien, confie Abdo Z., un Syrien de 20 ans. Tous étaient cruels et connaissaient parfaitement leur affaire. Ce sont des migrants comme nous, devenus des auxiliaires de la police grecque qui les utilise avec la promesse de les laisser filer, un jour, vers le nord de l'Europe s'ils les aident. Il en avait aussi à la frontière terrestre, près d'Édime. Je le sais, j'en suis à ma troisième tentative. »

Le jeune Alépin, enregistré comme demandeur d'asile en Turquie depuis 2015, revient de loin, et il en tremble encore. Repêchés par une navette rapide



Des migrants secourus par des gardes-côtes turcs dans les eaux égéennes, le 26 septembre. VALERIA FERRARO

des gardes-côtes turcs après avoir dérivé pendant plus de trois heures, lui et ses compagnons d'infortune n'ont dû leur survie qu'à la bonne volonté des hommes d'Ankara. « C'est un paradoxe que je comprends mal : à la frontière syrienne, les gardes-frontières turcs nous repoussent, mais ici ils nous sauvent », confie-t-il, assis sur le pont arrière du navire militaire sur lequel *Le Monde* a pu embarquer.

La veille, le 25 septembre, le bateau TCSG 907 et un autre navire d'intervention de la zone ont secouru cinquante-deux migrants, refoulés eux aussi dans les eaux territoriales turques. Les gardes-côtes en repêcheront seize autres, le 27, toujours en pleine nuit. Des Syriens d'Idlib et d'Alep, repoussés d'une plage de Lesbos par une patrouille de policiers grecs. « Ils ont tiré en l'air pour nous immobiliser, puis ils nous ont frappés dans tous les sens, détrossés aussi, avant de nous renvoyer au large

de notre barque, non sans avoir retiré au préalable l'essence du moteur », témoigne Ibrahim A., 22 ans.

A suivre les opérations des gardes-côtes turcs ces dernières semaines, on observe un net rebond migratoire. Leurs sorties sont quotidiennes le long de cette frontière égéenne, matérialisée par un chapelet d'îles grecques. Rien qu'au cours de la journée du 30 septembre, les fregates turques ont effectué une quinzaine d'interventions et sauvé des eaux 573 personnes, d'Ayvalik à Marmaris, au sud. Soit trois à quatre fois plus qu'au cœur de l'été.

Ces chiffres confirment ceux du Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies. L'agence onusienne a recensé une augmentation de 136 % des arrivées en Grèce, par la mer, lors des sept premiers mois de l'année, comparé à la même période de 2022. Les services de police et de gardes-côtes grecs font état de 9 000 per-

sonnes enregistrées sur leur fichier entre janvier et juillet, une augmentation de près de 40 %.

Ces données sont loin de celles des arrivées à Lampeusa ou des chiffres enregistrés pendant la crise migratoire de 2015 en mer Egée, mais elles attestent d'une tendance à la hausse, d'un point de vue des passages comme de celui des refoulements. La Grèce n'a cessé de renforcer, depuis 2020, les contrôles à ses frontières avec l'aide de Frontex, l'Agence européenne de garde-frontières et garde-côtes. Athènes se félicite d'ailleurs d'avoir fait baisser de près de 80 % les flux migratoires vers ses îles.

Fuir la Turquie

L'accord de 2016 entre Bruxelles et Ankara sur le contrôle des départs à partir du littoral turc avait aussi contribué à faire retomber la pression migratoire de ce côté de la Méditerranée. Mais celle-ci « est bien répartie à la hausse de-

puis près d'un an et d'une manière encore plus forte depuis le tremblement de terre de février, dans la région du Hatay, et les élections turques de mai », précise la sociologue Didem Danis, spécialiste des questions migratoires.

« Avec la montée de la xénophobie en Turquie, la crise économique et le changement de politique du gouvernement, tous les réfugiés et migrants, surtout les Syriens, veulent partir, qu'ils soient avec un statut de protection temporaire [3,3 millions personnes], naturalisés [300 000] ou bien sans papiers, insiste la chercheuse, qui ajoute : « Une politique de sécurisation, de fermeture des frontières et de non-accueil est clairement mise en œuvre, en réponse à une demande de la société turque qui s'oppose à l'installation de ces personnes de manière permanente. »

Pour autant, souligne-t-elle encore, Ankara n'est pas en train de reproduire son coup de force de

« A la frontière syrienne, les gardes-frontières turcs nous repoussent, mais, ici, ils nous sauvent »

ABDO
demandeur d'asile en Turquie

2020, lorsque les autorités avaient subitement rouvert leur frontière avec la Grèce. « Ce volume de réfugiés est un important moyen de pression pour le président Erdogan dans ses négociations politiques avec l'Occident. L'aspect contradictoire de cette politique n'en est que plus apparent : d'un côté, les autorités affichent leur fermeté, surtout envers les sans-papiers ; de l'autre, elles cherchent à garder une main-d'œuvre très bon marché, indispensable à l'économie. »

Selon le nouveau ministre de l'intérieur turc, Ali Yerlikaya, le pays a expulsé 42 875 migrants entre juin et fin septembre, pour un total de 97 000 arrestations. « Je n'ai qu'une peur, dit le jeune Abdo, c'est d'être renvoyé en Syrie où nous risquons tous la mort. »

Une fois remis par les gardes-côtes turcs aux mains des services migratoires, lui et son groupe ont été transportés dans un stade, près d'Izmir. Plus de cent cinquante autres candidats au départ ont été trouvés, dont une cinquantaine de femmes et d'enfants. Abdo est resté trois jours dans ce centre. Il a eu deux entretiens avec des agents de migration, avant d'être conduit dans une gare routière. C'est son frère qui lui a payé le billet afin qu'il rejoigne sa famille à Bursa.

« Les Turcs veulent tous nous voir partir, c'est clair ; ils nous le disent tous les jours. Et cela ne va qu'empirer. Moi, je veux juste aller ailleurs, je ne sais pas où, mais ailleurs. » Joint cette semaine par téléphone, Abdo dit avoir essayé de passer en Grèce une nouvelle fois, le lundi 2 octobre. Mais de fortes pluies l'en ont empêché. Il recommencera. ■

NICOLAS BOURCIER

Sur les îles grecques, les camps de réfugiés de nouveau surpeuplés

Entre juillet et septembre, près de 17 500 exilés sont arrivés en Grèce par la mer Egée. De graves inquiétudes pèsent sur les conditions d'accueil

ATHÈNES - correspondance

Deux ans après son inauguration en grande pompe, le camp fermé de Zervou, sur l'île de Samos, située face aux côtes turques, n'est plus aussi flambant neuf et vide. Le site ultra-sécurisé est pour la première fois surpeuplé et rappelle l'insalubrité de l'ancien camp qui surplombait la ville de Vathy où, au pic de la crise migratoire, entre 2015 et 2016, jusqu'à 10 000 réfugiés se sont entassés dans des cabanes de fortune au milieu des déchets et des rats.

Les journalistes, conviés à l'ouverture pour constater l'amélioration des conditions d'accueil, sont désormais bannis d'accès. L'enceinte de Zervou, entourée de barbelés, accueille plus de 4 000 exilés pour une capacité initiale de 2 040 places.

Entre juillet et septembre, environ 17 500 demandeurs d'asile sont arrivés sur les îles grecques faisant face à la Turquie, selon le ministère des migrations, contre quelque 17 000 sur toute l'année 2022. Si le ministre des migrations tente de rassurer l'opinion

publique grecque, en précisant que les 30 000 migrants arrivés depuis le début de l'année n'ont rien à voir avec les quelque 800 000 débarqués en 2015, les inquiétudes sur les conditions d'accueil ressurgissent.

« L'approvisionnement en eau est insuffisant. Les réfugiés, souvent, ne peuvent pas se doucher ou laver leurs vêtements, ce qui leur occasionne des problèmes de santé. Nous avons observé plusieurs cas de gastro-entérites, d'infections urinaires, qui sont liés à ce manque d'hygiène », note Owen Breuil, coordinateur de programme pour Médecins sans frontières (MSF) à Samos.

Un seul médecin

Début septembre, un médecin a enfin été attiré au camp. « Mais pour 4 000 personnes, qui sont en plus des populations vulnérables, souffrant d'hypertension, de problèmes cardiaques, de stress post-traumatique, ce n'est évidemment pas suffisant », relève l'humanitaire. MSF a décidé, par conséquent, quatre fois par semaine, d'organiser des visites dans le camp.

L'enceinte de Zervou, entourée de barbelés, accueille plus de 4 000 exilés pour une capacité de 2 040 places

Le manque de personnel pour ramasser les poubelles commence également à être flagrant. « Il n'y a pas un poste de secours si un réfugié fait un malaise, et toutes les structures qui avaient été inaugurées au début avec fierté comme les cuisines communes, les salles de classe, ne fonctionnent pas. Elles servent désormais pour accueillir le surplus de personnes... Il n'y a plus maintenant que très peu d'ONG autorisées à avoir des activités dans le camp », souligne Marc-Antoine Pineau, coordinateur pour la Grèce de l'ONG On The Road.

Fin septembre, 22 ONG de défense des droits de l'homme dénonçaient également dans un communiqué « la détention systé-

matique de tous les nouveaux arrivants », sans possibilité de sortie, avec confiscation des téléphones pendant plus d'une semaine.

Depuis maintenant trois ans, les autorités grecques sont accusées de mener des refoulements illégaux des demandeurs d'asile vers la Turquie — des pratiques contraires au droit international. Des rapports d'ONG, des articles de presse et des enquêtes internes de l'agence européenne de surveillance aux frontières, Frontex, viennent corroborer ces soupçons. Athènes a toujours démenti y avoir recouru. Mais le naufrage au large de Pylos en juin, où quelque 650 migrants ont perdu la vie, notamment parce que les gardes-côtes grecs sont venus en aide trop tard au navire, a nui un peu plus à la réputation de la Grèce.

« Le naufrage tragique de Pylos est un incident isolé qui monopolise le débat de manière disproportionnée depuis des mois, assure au Monde le ministre des migrations, Dimitris Kairidis. Les gardes-côtes grecs effectuent des centaines de sauvetages chaque jour et opèrent avec un professionnalisme et un altruisme admirables. »

Le gouvernement grec a promis de mener une enquête sur la catastrophe, mais plus de trois mois après, les avocats de 40 survivants qui ont porté plainte contre les autorités grecques s'alarment qu'aucun de leurs clients n'ait encore été appelé à témoigner.

Obtenir des gages de la Turquie

« Après plusieurs enquêtes publiées sur les "pushbacks" [refoulements illégaux], le naufrage de Pylos a suscité la colère de Frontex et de la Commission européenne, qui ont mis la pression sur les autorités grecques, explique Tommy Olsen, directeur de l'ONG Aegean Boat Report. Pendant deux semaines, les expulsions violentes de réfugiés arrivés sur les îles grecques, transférés sur des canots gonflables, puis laissés à l'abandon en mer, ont cessé. En revanche, les opérations en mer pour pousser violemment les bateaux des réfugiés vers les eaux turques ont augmenté. » Cette semaine, d'après l'ONG, 196 bateaux avec près de 5 700 personnes ont débarqué sur les côtes grecques, le chiffre le plus élevé depuis cinq ans. « Les réseaux de passeurs ont eu l'information que les "push-

backs" depuis les îles grecques s'étaient calmés et les flux se sont intensifiés », avance Tommy Olsen.

Pour le ministre Dimitris Kairidis, le problème est que « la Turquie est devenue une plaque tournante du trafic international de migrants. Cela est dû à une multitude de facteurs : la crise économique qui frappe le pays, la réticence du gouvernement turc à contrôler efficacement ses côtes, la politique de visas particulièrement laxiste appliquée aux pays tiers ». A cela s'ajoute le refus d'Ankara de mettre en œuvre la déclaration commune UE-Turquie de 2016.

Selon cet accord, la Turquie s'engageait à reprendre les réfugiés déboutés du droit d'asile en Grèce, ou les Syriens, au cas par cas, selon que les services d'asile grecs les jugeaient, ou pas, en sécurité en Turquie. Dans les faits, Ankara n'a jamais accepté de les voir revenir sur son territoire. Dimitris Kairidis espère profiter de l'amélioration des relations gréco-turques pour négocier avec l'UE l'accord de 2016 et obtenir plus de gages de coopération de la part des autorités turques. ■

MARINA RAFENBERG